

Atelier Histoire et imaginaires sociaux

Synthèse des séances de l'année 2021-2022

Séance 1

« Mentalités, représentations, imaginaires sociaux : quelle histoire ? »

26 novembre 2021

Séance animée par O. Loubes, N. Laurent et F. Godicheau.

Textes discutés :

Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°18, 1988, Sur la France des années trente, p. 101-117.

Michèle Lagny, « Le cinéma opérateur d'histoire », *Raison présente*, n°180, 4e trimestre 2011. Le cinéma : permanences et métamorphoses. pp. 67-76.

Objectifs et définitions d'un cadre

La séance d'introduction de l'atelier a, comme préalable, permis de positionner un point de départ de la réflexion collective autour du travail et des pratiques historiennes de Pierre Laborie. Il constitue un héritage commun des chercheurs qui sont à l'origine de cette proposition mais aussi un véritable potentiel heuristique pour les chantiers historiographiques. A ce titre il a pleinement vocation à intégrer les « logiques du commun » de la thématique 1 en ouvrant le champ des outils de conception de l'histoire.

Héritages intellectuels

Le travail de définition de la notion d'imaginaire social appelle à un retour sur l'historiographie. En effet, loin d'être une création *ex-nihilo*, la notion s'inscrit dans une série d'héritages, de filiations, de parenté et d'associations. En témoignent certaines catégories classiques comme celle de « mentalités » qui marquèrent fortement l'historiographie française des *Annales* et de la Nouvelle Histoire jusqu'aux années 1970-80. L'influence de la philosophie (C. Castoriadis), et de l'anthropologie (M. Godelier), avec laquelle l'histoire médiévale et moderne établissait des dialogues, font également partie de cet héritage. Concevoir l'idée que le matériel et l'idéal participent de la même réalité fut permis par ces échanges. L'attachement à l'impersonnel, au psychologique, aux phénomènes collectifs ont été des thématiques fortement travaillées par ces courants cherchant ainsi à se détacher de la question des déterminants socio-économiques tout en façonnant une histoire qui ne soit pas seulement celle des idées, mais surtout celle de l'idéal comme producteur de social. Le travail sur le cinéma dont les historiens précurseurs (R. Mandrou et M. Ferro) comprirent tout l'intérêt en tant que source, mais également en tant que producteur d'imaginaire et acteur de l'histoire, s'inscrit dans cette dynamique historiographique.

Plus récemment la réflexion s'est poursuivie autour de l'histoire du 19e siècle et en particulier à partir des travaux d'Alain Corbin puis de Dominique Kalifa et de l'histoire culturelle qu'ils ont développée. La notion de représentation, très prisée dans les années 80-90, a muté vers celle d'imaginaire social, la notion de « sensibilités » plus récente encore, constituant une autre ouverture possible.

Pratiques et mises en pratique

L'imaginaire social comme terrain historique ne peut ainsi se détacher de la pratique ainsi que le préconise D. Kalifa qui lie, à l'instar de R. Chartier dans son article fondateur sur les « représentations », la question de l'imaginaire à un terrain social d'exercice des représentations du monde.

C'est sur ce point que l'article de P. Laborie offre un triple intérêt. D'abord celui de resituer une pensée dans sa période d'élaboration, au cœur d'une intense activité réflexive au sein de la science historique (fin des années 1980), que Laborie a cherché à adapter à l'histoire contemporaine plus particulièrement. Ensuite il permet de remonter à la source d'un certain nombre d'idées et de concepts appelés à être développés dans les années suivantes, notamment la notion de « vulgate » mais aussi tout le travail autour de l'opinion. Précisément, enfin l'article illustre la manière dont, en travaillant la notion d'opinion et en la construisant comme un objet historique, il est permis d'ouvrir de nouvelles pratiques historiographiques et de considérer des champs plus larges où advient l'imaginaire social, pensé non comme un tableau de fond ou un simple outil de représentativité mais bien comme un opérateur social articulant l'idéal et le matériel.

En terme de pratique le cinéma comme source et objet pour l'historien offre un terrain privilégié pour la période contemporaine, non seulement en tant que source mais aussi en tant que producteur d'imaginaire (gisement de représentation pour Laborie). Le cinéma ramené sur le terrain de l'histoire, débarrassé des enjeux d'une critique purement esthétique, peut permettre de mieux comprendre la construction des visions du monde partagé par un univers social. Il ouvre en effet sur la question du non-écrit, des traces et de leurs circulations, que l'historien peut interpréter, exploiter et construire comme objet d'enquête, aussi bien pour décrypter les narrations d'une période ("déprésentiser") mais aussi faire apparaître les conflits et combats symboliques dont elles peuvent être l'enjeu. Ce faisant, l'historien retrouve la question du sensible et des sensibilités, chantier très prolix, de même que des possibles adaptations à l'histoire moderne et médiévale à travers des outillages « déjà-là » centrés autour des affects, des rêves, des émotions....

Ainsi, si des critiques et des réserves peuvent logiquement émerger quant à la mise en œuvre et à la réflexivité proposée, l'idée d'un imaginaire social comme opérateur social semble être un acquis important d'un objet « retrouvé », ancré dans une historiographie déjà fournie et ancienne.

Acquis et conclusion provisoire

A l'instar de ce que propose Pierre Laborie, le séminaire entend avancer les éléments suivants :

Les outils sont plus importants que les catégories. Ce sont des méthodes qu'il propose, afin d'articuler l'événement et la manière de le dire ; en d'autres termes de chercher les interactions entre les comportements observables et les imaginaires.

L'imaginaire social se veut avant tout un « opérateur d'histoire », une manière d'historiciser le champ du psycho-social. L'objectif du séminaire n'est pas de faire l'histoire des imaginaires sociaux, mais d'interroger ce concept comme outil pour les historiens.

Références

- Cornélius Castoriadis, *Dialogue sur l'histoire et l'imaginaire social*, EHESS-INA collection « Audiographie », 2016 (Retranscription d'un échange radiophonique avec Paul Ricœur) ; *Les carrefours du labyrinthe*, Seuil, 1978-1999 (6 vol.) ; *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975.
- Maurice Godelier, *L'idéal et le matériel : pensée, économies, sociétés*, Fayard, 1984. Alain Corbin : *Histoire du sensible*, La Découverte, 2000.
- Revue *Sensibilités* (depuis 2016).
- Robert Mandrou, « Histoire et cinéma », *Annales*, 13/1, 1958, pp. 140-149.
- Dominique Kalifa, *Les bas-fonds. Histoire d'un imaginaire*, Seuil, 2013.
- Roger Chartier, « Le monde comme représentation », *Annales*, 44/6, 1989, pp. 1505-1520 ; *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétudes*, Albin Michel, 1998.
- Marc Ferro, *Cinéma et histoire*, Gallimard, 1993.

Séance 2
« L'événement : un processus ? »
25 mars 2022

Interventions :

Quentin Deluermoz (Université Paris-Cité) : « Processus, configuration, création : repenser les temporalités événementielles à partir de la Commune de Paris (1871) »

Emmanuel Courrèges (Framespa) : « L'événement Decazeville : construction, épaisseur et devenir d'une crise sociale sous la III^e République »

Corinne Bonnet, Clément Dutrey (PLH) : « Penser l'événement au prisme des réseaux dans l'Antiquité »

Après une première séance consacrée à la tentative de poser un cadre historiographique à l'atelier afin de définir le concept d'« imaginaire social », conçu comme « opérateur d'histoire » permettant d'historiciser le champ psycho-social, cette deuxième séance s'est fixé comme objectif d'interroger le concept d'« événement ». Les *Annales* auraient construit une histoire tournée *contre* l'événement ; mais cette idée reçue – ainsi que son corollaire, le « retour de l'événement » auquel on assisterait depuis les années 1970 – est à interroger : l'événement serait-il au fond pertinent précisément car « rebelle au savoir rationnel » ? Chez François Dosse, l'événement est « ce qu'il advient » : il se caractérise aussi par la trace qu'il laisse. Il s'agirait d'interpréter l'événement à la croisée de ses causes et de son devenir, de son amont et de son aval. L'événement deviendrait alors plutôt un processus, une construction, un mélange de temporalités. De fait, la réponse des historiens et des historiennes consiste à enlever toute fatalité à l'événement et à lui rendre toute sa « concordance des temps », à trouver, en somme, la contemporanéité de la temporalité des acteurs de l'événement.

Quentin Deluermoz montre que la Commune de Paris, « événement » très bref, est enfermée dans des cadres et des lectures convenues (marxiste, anarchiste, républicaine, etc.). L'analyser en termes de processus permet de se dégager de ces lectures. La question posée est celle du temps de l'événement : en combinant les rythmes et les durées, en analysant leurs articulations, on peut dégager les temporalités « plurielles » de l'événement révolutionnaire. Une telle analyse peut être dotée d'une dimension sensible : la discontinuité de l'événement qu'est une crise révolutionnaire en souligne la dimension de création (Benjamin). Le mouvement propre de la Commune montre des temporalités différentes et entremêlées : le poids des circonstances, notamment la guerre et le mouvement propre de la Commune, mais aussi des tendances de moyenne durée (les évolutions du monde ouvrier depuis le premier tiers du XIX^e siècle), une inscription dans des logiques plus anciennes (ainsi le retour d'un vocabulaire et de pratiques directement hérités de 1789 et de 1830), voire des tendances archaïques (pratiques carnavalesques, organisation d'assemblées, etc.). C'est grâce à des cadres imaginaires hérités que la Commune devient, malgré sa brièveté, un événement immédiatement révolutionnaire. Le rapport des acteurs au temps vécu est complexe : continuité (sensible) et discontinuité (processus) s'alimentent mutuellement. Il y a dans la Commune une profondeur temporelle qui témoigne de son épaisseur historique. Le nom même de Commune prend sa source au Moyen-Âge et se développe ensuite dans des mondes très variés, devenant une référence du bolchévisme à la Chine maoïste, en débordant le seul cadre du XIX^e siècle européen. De même, le désir d'horizontalité et d'égalité, évoqué comme le « degré premier de la politique », par Jacques Rougerie, fait sens dans de nombreuses sociétés. Il faut en somme, pour Deluermoz, considérer la Commune dans ce « tremblement », dans ce télescopage des temps.

Emmanuel Courrèges évoque l'« événement Decazeville » : une grève du bassin minier de Decazeville, en 1886, relativement longue, inaugurée par la défenestration de l'ingénieur Watrin. Pour s'extraire, là aussi, de lectures trop « faciles » (jalon de la construction du socialisme, crise de la III^{ème} République concernée par la « question ouvrière »), il propose d'interroger ce « moment Decazeville » à travers son épaisseur, son devenir, sa construction comme événement, la « mise en ordre » des discours autour de l'événement. Très vite après la mort de Watrin, la presse militante s'en empare et, au lieu de la condamner, impose le vocabulaire de la « guerre sociale » ; ce meurtre est ainsi pris en charge par les socialistes dans la construction d'un discours, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale, constituant ainsi un imaginaire. Cette prise en charge par les milieux militants parisiens s'effectue en trois temps. D'abord, le *Cri du Peuple*, journal issu de la Commune, fait du meurtre l'une des réalités de la « guerre sociale ». Ensuite, un grand meeting est organisé à Paris. Enfin, l'ancien mineur devenu député, Émile Basly, interpelle le gouvernement sur cette affaire. Le fait divers devient un fait politique. L'événement se développe sur trois niveaux : un niveau local, celui d'une grève qui se déroule assez « classiquement » ; un « moment Decazeville » au niveau national, utilisé par les partisans de Jules Guesde et de Vaillant pour conquérir des sièges dans les élections partielles à venir ; une dimension internationale car d'autres épisodes (émeutes londoniennes, grèves en Belgique, émeutes à Chicago) font écho à Decazeville. La grève ne dure que parce qu'elle est prise en charge à tous ces niveaux, notamment avec le terme de « guerre sociale » qui donne une intelligibilité à cet événement. Decazeville n'existe au fond que par la construction de ce discours. Cet épisode engendre une peur sociale, notamment à droite et dont le *Figaro* se fait l'écho, réactivée par exemple lors de la grève de Vierzon l'année suivante ou lors du procès de François Soubrié (qui parle des gens qui vont être « watrinés ») ; le retour à l'ordre passe aussi par une « mise en ordre des mots », par l'« organisation d'une amnésie », dont le travail de police (avec des sources issues des rapports de police) est la clé de voûte.

Corinne Bonnet présente une conception de l'événement dans l'Antiquité, celle de la saillance de l'extraordinaire s'opposant à la platitude de l'ordinaire (Paulin Ismard et « L'événement Socrate »). Elle propose cependant de s'intéresser aux « événements ordinaires », ceux des dévotions quotidiennes et du rapport de l'individu au Divin. En établissant une mise en réseau, on explore l'événement. Le projet MAP, impressionnante base de données des épicleses divines, élabore cette analyse réticulaire à travers des milliers d'appellations divines. Ainsi compilée, la « banalité » de ces « événements ordinaires » leur donne paradoxalement une profondeur en termes d'imaginaires sociaux. Le moment de la dévotion est en effet un « événement » qui s'inscrit lui aussi à la croisée de temporalités multiples, dans un chaîne d'actions et d'acteurs, dans des références partagées, dans une postérité éventuelle. Ce moment de la dévotion révèle, à travers les « habitudes muettes » des pratiques religieuses, un langage, un vocabulaire et une syntaxe qui lui appartiennent. C'est donc, aussi, une histoire sociale du langage qui apparaît par transparence, une histoire sociale du langage qui navigue entre les systèmes religieux et l'agentivité humaine/non-humaine/surhumaine.

Clément Dutrey expose son travail, basé sur l'étude d'une série de tablettes cunéiformes du XIV^e siècle avant notre ère, reçues ou envoyées par les pharaons. En étudiant les relations politiques au travers de cette correspondance, il établit lui aussi une mise en réseau. Les

relations politiques ne sont jamais explicites dans la correspondance ; c'est l'événement (la guerre) qui en est le marqueur. L'étude de ces réseaux, réseaux d'acteurs mais aussi réseaux d'événements, en montre l'évolution ; c'est l'événement qui joue ici le rôle de révélateur des modifications et des structures.

Par la rencontre des approches contemporaines et antiques, l'événement et sa trace font ainsi figure de « lieu d'observation » des catégories, de leur évolution, de leur surgissement dans l'événement. L'interaction, l'articulation entre situations concrètes et discours est fondamentale. Les temporalités anciennes sont en permanence remodelées par l'événement. En somme on pourrait dire que l'événement n'existe que dans ce « télescopage des temps », comme processus inscrit dans des imaginaires sociaux qui l'ont précédé et conditionné, révélant et produisant lui-même des imaginaires renouvelés.

Séance 3
« L'histoire des concepts »
1^{er} avril 2022

Texte présenté par F. Godicheau. Séance animée par O. Loubes, N. Laurent et F. Godicheau.

Texte discuté :

Javier Fernández Sebastián, *L'abécédaire ibéro-américain de la modernité politique*, Entretien avec Gabriel Entin et Jeanne Moisand, *La Vie des Idées* [En ligne], le 10 juin 2021. URL : <https://laviedesidees.fr/L-abecedaire-ibero-americain-de-la.html>.

Objectifs de la séance :

- éclairage sur l'histoire des concepts : ambitions et apories
- tentatives d'orienter la réflexion sur l'étude du commun par les imaginaires sociaux dont sont porteurs les concepts. Quelle valeur heuristique donner à l'histoire des concepts ?

1- Définitions

L'histoire des concepts est souvent présentée comme une version rénovée d'une vieille histoire des idées, qui se caractériserait par une hétérogénéité d'approches et un manque d'unité intellectuelle, voire encore comme un sous-champ ou une branche de l'historiographie. Or, son intérêt réside dans sa vocation à proposer une **historicisation des discours du passé**, à rapprocher les grands textes de la pensée politique à leurs contextes de production et d'application. Dès les années 1970, l'historien Reinhart Koselleck expose le bien-fondé d'une telle démarche historiographique qui permet, entre autres, de relire les révolutions libérales et industrielles des XVIII^e et XIX^e siècles comme une période de bouleversements sociaux profonds et où plusieurs cadres conceptuels cohabitent, s'affrontent et entrent en mutation. La démarche de Koselleck s'exporte une décennie plus tard au Royaume-Uni et est reprise par les historiens Quentin Skinner et John G. A. Pocock. Rattachés à l'école de Cambridge, ils travaillent à recontextualiser les grands textes de la pensée politique à l'aune des intentions de leurs auteurs, soulignant que le langage de la modernité politique occidentale provient en réalité d'une longue séquence historique faite de débats intellectuels et de déplacements conceptuels, de schismes et de conflits. En France, l'histoire conceptuelle s'incarne dans les travaux de Jacques Guilhaumou et ses disciples.

Le livre de Reinhart Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques* se penche sur l'étude de la sémantique historique de la modernité politique. Deux concepts importants en émergent : "l'horizon d'attente" et celui de "champ d'expérience". Il s'agit d'incorporer la subjectivité des acteurs à l'étude structurale des dynamiques historiques. À ce titre, un dialogue prolifique peut être mené avec des auteurs ayant travaillé la question de l'expérience en histoire (E.P. Thompson, Joan Scott). La démarche de Koselleck est marquée par l'obsession pour les structures. L'historien élabore une nomenclature de structures sédimentées : des "données structurelles" peu changeantes, des sémantiques à fortes inerties (droit, religion) et enfin les mutations matérielles des techniques, des cycles économiques, des formes sociales qui changent à des rythmes variables. En procédant des temporalités historiques hétérogènes.

Pour Koselleck, l'époque charnière (*sattelzeit*) s'étale de 1750 à 1850. Elle entraîne le développement de la conscience du temps historique, où un temps linéaire se substitue au temps

circulaire d'inspiration chrétienne. En un siècle, un cadre conceptuel proche du notre se structure, et il s'élabore en son sein tout un système de concepts interconnectés (individus, États, Nation, etc.) qui nous permettent de penser la réalité sociale contemporaine. La *sattelzeit* voit émerger de nouveaux phénomènes de temporalisation : vernacularisation, scientification des discours, judiciarisation, historicisation, etc. Les communautés politiques connaissent un redimensionnement (nationalisation, idéologisation, occidentalisation, mondialisation).

2- Du concept à l'étude des langages en mouvement

La démarche pionnière de R. Koselleck tente de capter le mouvement du temps, et la profonde révolution anthropologique qui sépare les mondes de l'Ancien Régime du nôtre. La démarche n'est cependant pas sans poser problème et n'est pas sans limites. La question de la modernité en soi est souvent auto-définie. L'approche en-dehors de la période définie par Koselleck est-elle valide ? Comment la définir ? Quelle place pour les concepts dans le monde ? Comment sont-ils incorporés ? Le risque est grand de passer à côté de l'épaisseur sociale des époques qui nous intéressent. Comment peut-on appréhender les attitudes des habitants (**communautés d'interprétation**) des mondes ruraux, extérieur aux mondes urbains « illustrés » et mieux documentés, la part d'autonomie de certains groupes sociaux ? Certains répertoires de sens communs échappent à une histoire qui s'intéresse avant tout aux concepts.

D'autres auteurs permettent de compléter et approfondir le travail de Koselleck ; ainsi la façon dont se constitue la connaissance commune permettant la socialisation primaire (Berger et Luckman) mais aussi la prise de distance vis-à-vis des tissus sémantiques différents des nôtres permettant d'envisager le passé en « terre étrangère (Ginzburg, Carofiglio, 2013), et donc comment aborder le langage émique des acteurs dans le travail d'écriture de l'histoire (Kenneth Pike).

Face à cet obstacle, les phénomènes de **métaphorisation** constituent des matériels infiniment intéressants pour les historiens, puisqu'ils renvoient directement à des sens communs, à des familiarités. Les métaphores traduisent les lexiques, relient l'abstrait au concret et permettent l'appropriation des concepts : elles montrent une communauté d'interprétation concrète, le sens commun est investi de valeurs et d'imaginaires sociaux partagés.

Dans cette optique, les travaux des historiens du droit espagnols (Antonio Manuel Hespanha et Bartolomé Clavero) permettent de définir la façon dont un savoir et une grammaire sociale s'élabore dans des configurations précises, à travers l'étude des traités de jurisprudence synthétisent les solutions jurisprudentielles acceptable selon les valeurs de la tradition catholique socialement enracinées dans les communautés composant la monarchie espagnole.

3- Lier la manière d'aborder le passé et le registre de l'action

Selon F. Godicheau, les actions sont pourvues d'un sens socialement construit. Rien ne sert de séparer les discours de l'action, il faut analyser le lien qui les relie. Dans l'ouvrage qu'il a codirigé avec Pablo Sánchez León (*Palabras que atan. Metáforas y conceptos del vínculo social en la historia moderna y contemporánea*, Madrid, Fondo de Cultura Económica, 2015), il s'intéresse à la puissance des métaphores dans l'espace social. La performativité du langage nous invite à revenir à une épistémè qui interroge à la fois la conception que se font les sociétés de l'ordre naturel comme de l'ordre social face à la peur de la dissolution de tous les liens sociaux.

Au XIX^e siècle, le discours libéral se dessine et une demande sociale d'imaginaire du lien social

se développe parmi les multiples groupes sociaux qui vivent cette transition. Pour y répondre, deux savoirs se distinguent : l'histoire (imaginaire de la Nation, de la classe) puis la sociologie (Durkheim, étude des liens entre les individus sociaux). Des notions comme "ordre public", "guerre civile", "mémoire collective", "identité collective" émergent alors. L'ordre public par exemple, plus qu'un concept, peut se comprendre comme une notion fonctionnelle, elle a une valeur d'usage plus que réflexive. L'expression "guerre civile", quant à elle, est surtout utilisée dans le champ du discours, en amont ou en aval de véritables périodes de guerre civile. L'expression est ainsi porteuse d'une fonction sociale et politique. Elle résonne chez les contemporains, modifie les comportements individuels et collectifs. C'est donc un concept qui, quand il est invoqué, s'immisce dans les imaginaires et altère les registres d'actions. Les notions de mémoires collectives et d'identités collectives fonctionnent de façon similaire.

Une autre piste de travail consiste à étudier les figures sociales en général. Tout une littérature au XIX^e siècle s'attache à établir des nomenclatures. Prenons l'exemple des figures de la marginalité, du désordre (le bandit chez Hobsbawm). Dans cette optique, la dialectique de l'institution imaginaire de la société (Castoriadis) fonctionne à plein par le jeu d'identification à la figure repoussoir de "l'ennemi de l'intérieur" mais aussi par les effets retours d'appropriation des figures repoussoirs.

Conclusions :

L'exploration de l'histoire des concepts permet d'appréhender la diversité des types d'éléments sémantiques (notions fonctionnelles) et d'échapper à l'illusion de la fausse conscience des acteurs sur leurs actions. Le poids de la parole engage dans la réalité. De nombreux sujets d'histoire sociale peuvent mettre en œuvre ce travail sur les concepts et métaphores qui agissent sur les acteurs et leurs actions, notamment dans une histoire sociale de la justice.

Échanges :

Les échanges ont pu permettre de souligner les limites du format dictionnaire employé par l'histoire des concepts car les concepts sont traités selon des définitions nationales (Chili, Argentine, Mexique, etc.), ce qui ne permet pas d'analyser les transferts transnationaux, se posent des problèmes de traduction et de différences d'anthropologie. Ont pu être évoquées les questions de migrations de concepts notamment autour de l'idée de « migration des images » (D.Vidal, 2003) ou de concepts nomades (O. Christin, 2010).

Références évoquées :

- ANDERSON, Benedict, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres, Verso, 2006, xv+240 p.
- BERGER Peter Ludwig, LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité* [1986], trad. P. Taminiaux, Paris, A. Colin, 2006.
- CAROFIGLIO Gianrico, *Le passé est une terre étrangère* [2004], traduit de l'italien par Odile Rousseau, Paris, France, Éd. Payot & Rivages, 2013.
- CASTORIADIS, Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
- CHRISTIN, Olivier (dir.), *Dictionnaire des concepts nomades en Sciences Humaines*, Métailié, 2010.
- FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano. La era de las revoluciones, 1750-1850, vol. I*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009.
- GINZBURG Carlo, "Nos mots et les leurs. Une réflexion sur le métier de l'historien, aujourd'hui" in *Essais : L'étrangement: Retour sur un thème de Carlo Ginzburg*, trad. Martin Rueff, études réunies par Sandro Landi, Hors-série 1, École Doctorale Montaigne-Humanités, 2013.
- GODICHEAU François et SÁNCHEZ LEÓN Pablo (eds.), *Palabras que atan: metáforas y conceptos*

del vínculo social en la historia moderna y contemporánea, Madrid, FCE, 2015.

GUILLAUMOU Jacques, « L'histoire des concepts : le contexte historique en débat », dans *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 56^e année, N. 3, 2001, pp. 685-698.

HOBBSBAWN, Eric, *Les Bandits*, (1969), Trad. J. P. Rospars et N. Guilhot, Paris, Zones, 2008, 21 p., 4^e édition.

KOSELLECK Reinhart, *Le futur passé: contribution à la sémantique des temps historiques* [1979], trad. J. et M-C. Hoock, Paris, Éditions EHESS, 2016.

PIKE, Kenneth L., *Language in Relations to a Unified Theory of Human Behavior*, La Haye, Mouton & Co, 1967.

POCOCK, John G.A., *Historia e ilustracion Doce estudios*, Madrid, Marcial Pons, Ediciones de Historia, 2002.

SKINNER, Quentin, *Les fondements de la pensée politique moderne* (1978), Paris, Albin Michel, 2009.

SPITZ Jean-Fabien, *La Liberté politique. Essai de généalogie conceptuelle*, Paris, Presses Universitaires de France, « Léviathan », 1995.

VIDAL, Denis « La migration des images », *L'Homme*, 165 | 2003, 249-266.

Séance 4

« Que peut la compréhension des imaginaires sociaux à l'histoire de la Russie contemporaine ? » 13 mai 2022

Séance animée par O. Loubes et N. Laurent.

Dialogue avec Nicolas Werth :

Nicolas Werth est directeur de recherche émérite au CNRS, spécialiste de l'histoire de l'URSS et auteur de nombreux travaux sur les répressions dans l'URSS stalinienne. Nicolas Werth est également le président de la branche française de l'ONG Memorial depuis sa création en 2020.

Objectifs de la séance :

La séance s'inscrit dans une actualité particulière, l'invasion russe de l'Ukraine et la guerre qui en découle. La complexe histoire de l'URSS, qui semblait jusqu'alors de plus en plus éloignée et "étrangère", a ressurgi avec force et acuité ces dernières semaines tant l'histoire pèse dans les discours que tient le pouvoir russe.

La séance peut donc être perçue comme une tentative pour analyser, à partir d'un terrain d'analyse "chaud", la façon dont les imaginaires sociaux sont acteurs de l'Histoire, particulièrement en Russie. Les questions posées à Nicolas Werth ont permis de mettre en évidence plusieurs thématiques dans les discours du pouvoir russe comme dans les imaginaires sociaux de la population.

Roman national et récit impérial

Le régime poutinien a réussi ces dernières années à réarticuler deux mondes différents d'imaginaires sociaux, le récit impérial issu du XIXe siècle et les imaginaires soviétiques du XXe siècle afin de tisser le nouveau récit national du XXIe siècle.

En Russie, il existe une interrogation identitaire issue du XIXe siècle opposant des tendances slavophiles – l'idée que la Russie constitue un monde particulier qui a un destin propre - et occidentalistes – idée que la Russie doit se moderniser en prenant exemple sur l'Occident. La question renvoie à celle des limites géographiques de la Russie et l'Europe, dont l'Ukraine constitue la "marche" occidentale (sens même du mot). A cela s'ajoute la couche des imaginaires soviétiques qui justifiaient l'existence du régime par le recours à l'Histoire et aux lois de l'Histoire dans la tradition marxisto-léniniste. Ces deux couches superposées marquent une spécificité aujourd'hui. Vladimir Poutine essaye de faire un syncrétisme de ces différentes strates ; il existerait ainsi une voie propre de la Russie "éternelle et soviétique" – qui n'exclut pas sa dimension multiethnique, même si les minorités nationales ont tendance à s'effacer des discours - qui serait menacée par une anti-Russie pro-occidentale qui aurait gagné en Ukraine après Euromaïdan en 2014, menace qui doit à présent être éradiquée. Cette idée ontologique traduit une imbrication de l'orthodoxie, de l'autocratie et de l'esprit national avec la reprise par Poutine de la formule « orthodoxie, autocratie et principe national (*Narodnost'*) » du comte Oubarov, ministre de l'instruction publique sous Nicolas Ier.

À travers les récits du Kremlin peut se poser la question de création d'une langue du pouvoir comme celle mise en évidence par Victor Klemperer au sujet de l'Allemagne nazie et qui s'incarne par des mots clefs et des formules syntaxiques répétées : « L'Ukraine, création

bolchévique de 1922 », « l'Ukraine n'existe pas comme nation », « dénazification » ...

Le poids de la « Grande Guerre patriotique » dans les imaginaires sociaux

L'expression de « Grande Guerre patriotique » fait partie de ces expressions permettant de mobiliser les imaginaires sociaux en Russie. L'expression apparaît dans les années 50 et 60, et remplace celle de « guerre sacrée ». La Grande Guerre patriotique se met en place comme roman national après la chute de Khrouchtchev et l'échec définitif du grand mythe du communisme et de l'avenir radieux ; la population et le pouvoir se raccrochent au mythe du peuple vainqueur le 9 mai 1965 pour les 20 ans de la victoire. Avec Brejnev se réalise l'unité du peuple, du pays et de l'armée entraînant une militarisation de la société réactivée dans les années 2000 par Poutine. Ainsi, dès les années 70, les commémorations du 9 mai prennent de l'importance pour la société soviétique et éclipsent celles du 7 novembre célébrant la révolution d'octobre 1917, plus officielles et plus distantes. Elles sont aujourd'hui bien plus suivies et importantes que la fête nationale du 12 juin. Le mythe de la victoire a servi de refuge aux Russes face à la terrible crise sociale et économique des années 1990, et comble toujours un vide auprès des catégories populaires dans les espaces ruraux, où l'embrigadement peut être très fort - les soldats viennent souvent de régions pauvres où l'armée est souvent la seule opportunité d'élévation sociale. Le poids de la guerre dans les mémoires explique l'omniprésence des imaginaires de la destruction chez les Russes. On dénombre ainsi plus de 3 000 « Oradour-sur-Glane » en Biélorussie, et on dit couramment que l'*isba* russe est construite en bois car elle est destinée à brûler et à être reconstruite. Cet imaginaire a déjà été mis en pratique en Tchétchénie, et l'est aujourd'hui à Marioupol.

Poutine « historien en chef »

Aujourd'hui la mémoire de la guerre est verrouillée par le pouvoir. Les manuels scolaires russes ont été réduits à 3, répondant à une norme unique culturelle et historique établie par la Société d'histoire de la Russie créée en 2012 et dirigée par Vladimir Medinski (ministre de la culture et meneur russe des pourparlers avec l'Ukraine). Dans le manuel de la classe de 10^e (terminale), sur 350 pages, 130 portent sur la GGP, et on ne compte que 6 lignes sur le Goulag (contre 40 pages au début des années 1990).

Poutine lui-même se pose comme un historien et écrit un grand nombre de textes et de discours dans lesquels il travestit la vérité. C'est par exemple le cas d'un discours de 2017 dans lequel il insiste sur la trahison des Occidentaux à Munich afin de justifier l'invasion de la Pologne en septembre 1939, seul moyen d'éviter le chaos lié à l'absence d'aide à la Pologne des Occidentaux et permettant également de libérer les Ukrainiens et Biélorusses qui vivaient sur le sol Polonais. Il n'est ainsi depuis plus question d'aborder le protocole secret.

Depuis 2014, des lois mémorielles sanctionnent de peines pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison en cas de récidive certaines prises de position considérées comme des "fausses informations", comme évoquer le protocole secret du pacte germano-soviétique ; de nombreux blogueurs ont été condamnés. En Ukraine au contraire on insistait depuis 2014 sur la "Seconde Guerre mondiale" dans sa globalité, ce qui constituait un affrontement mémoriel direct avec Moscou.

Un contre-récit est-il possible ?

La régression par rapport à la période de la perestroïka est majeure, la libération de la parole et le dialogue avec les historiographies occidentales des années 90 avaient permis de véritables avancées motivées par l'ouverture des archives en 1991. L'ONG Memorial, créée en 1989 par Andreï Sakharov afin de porter la mémoire des répressions staliniennes, d'aider les victimes

dans leurs démarches et de promouvoir l'émergence d'une société démocratique fondée sur le respect des droits de l'homme, a joué un rôle de relais auprès du public. Dès les années 1990, un concours à destination des lycéens permettait de contrebalancer l'influence des manuels ; lors de l'apogée de cette tentative dans les années 2000, l'ONG recevait entre 6 000 et 7 000 travaux chaque année, distribuait des prix et publiait les 15 meilleures enquêtes.

Il reste qu'à côté de l'histoire académique, des formes de discours historiques ont continué d'essaimer, notamment dans le registre de l'histoire militaire, qui bénéficient de tirages massifs (plusieurs centaines de milliers d'exemplaires) alors que la littérature scientifique, telle qu'éditée par Rosspen, n'est tirée qu'à quelques centaines ou milliers d'exemplaires et n'est distribuée que par des libraires spécialisés plus confidentiels. Cette littérature historique de glorification a aussi été puissamment relayée par le cinéma. Aujourd'hui produire un contre-récit à la version officielle semble difficile tant l'intelligentsia est traditionnellement coupée du peuple et tend aujourd'hui à produire un discours d'auto-culpabilisation d'avoir délaissé la vulgarisation historique.

Conclusion :

La séance a pu montrer la puissance des imaginaires sociaux en Russie, ceux de l'esprit national (*narodnost'*), de la guerre mais également ceux du rapport à l'espace et au temps. L'abstraction des discours et leur performativité dans l'action tout au long de l'histoire de l'URSS et de la Russie contribue à les articuler aisément avec les représentations des groupes sociaux.

Nicolas Werth encourage à prendre en compte tout à la fois les données et les faits mais aussi les discours. La guerre en Ukraine montre que l'analyse des discours, source essentielle durant la guerre froide ensuite délaissée par les chercheurs avec l'ouverture des archives dans les années 1990, reste malgré tout fondamentale dans l'analyse des faits sociaux.

Références

Victor Klemperer, *LTI - Lingua Tertii Imperii*, 1947.

Nicolas Werth, *Le cimetière de l'espérance. Essais sur l'histoire de l'Union soviétique 1914-1991*, Perrin, 2019.

Nicolas Werth, *Poutine historien en chef*, Gallimard, 2022.

André Markowicz, *Et si l'Ukraine libérait la Russie ?* Seuil, 2022.

Michel Foucher, *Ukraine-Russie. La carte mentale du duel*, Gallimard, 2022.